



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 63 - vendredi 4 novembre 2011

Dans ce numéro :

Le diktat de Sarkozy et Merkel au peuple grec, une attaque contre tous les peuples d'Europe

Sarkozy l'avait rêvé : le G20 de Cannes, sous sa présidence, devait être l'apogée de sa politique internationale, de quoi redorer sa cote de popularité, bien mal en point à quelques mois de la présidentielle. La « crise grecque » consécutive à l'annonce par Papandréou, lundi 31 octobre, d'un referendum sur le « *plan de la dernière chance* » concocté le 26 par le sommet européen de Bruxelles a gâché la fête... La satisfaction prétentieuse du petit homme, qui se vantait au lendemain du sommet que, « *s'il n'y avait pas eu d'accord, ce n'est pas simplement l'Europe qui sombrerait dans la catastrophe. C'est le monde entier* »... a tourné à la « *consternation* ».

L'annonce de ce referendum a déclenché une panique boursière et politique. Les marchés financiers et les gouvernements, qui savent parfaitement que leurs plans d'austérité sont massivement rejetés, paniquent à la simple idée que l'on puisse demander leur avis aux victimes.

Sarkozy et Merkel, soutenus par Obama, s'agitaient dès le début du G20 pour ramener Papandréou à de meilleurs sentiments. Plus précisément, pour faire en sorte que les nouvelles attaques contre le peuple grec dont est assorti le « plan d'aide » soit exécuté. Et l'injonction s'adressait autant à Papandréou et son gouvernement, qu'à l'ensemble des principaux partis grecs, dont la droite (Démocratie nouvelle), sommés de trouver un accord pour mener à bien la politique des banquiers.

Le même Papandréou qui affirmait lundi que « *la volonté du peuple s'imposera à nous* », déclarait jeudi que le « *referendum n'est pas une fin en soi* »... Confronté à la défection d'une partie de sa majorité parlementaire et à l'opposition de certains ministres de son gouvernement, il se dira ensuite prêt à constituer, avec la droite, un gouvernement d'union nationale afin d'appliquer le plan de Bruxelles... Samaras, chef de file de la droite parlementaire, qui a lui aussi entendu le message de Merkel et Sarkozy, constatait alors que « *là où on en est arrivé avec la politique du gouvernement (socialiste), le nouvel accord sur la poursuite de l'aide à la Grèce est inévitable et il faut le garantir* », et se disait prêt à constituer, avec le Pasok, un « gouvernement de transition » dont la mission serait de valider immédiatement l'accord de Bruxelles et d'organiser des élections législatives anticipées, mais à condition que Papandréou démissionne. Condition que ce dernier aurait acceptée... à condition que son gouvernement obtienne la confiance du parlement...

Quel que soit le résultat de ce vote, annoncé par Papandréou en même temps que le referendum, quelle que soit la nouvelle combinaison gouvernementale qui sortira des tractations en cours, la tragi-comédie se conclut sur son suicide politique...

L'évolution de la situation montre bien à quel point cette annonce ne devait rien à une brutale et inattendue remontée d'une hypothétique « conscience démocratique ». Et ne devait rien surtout à un revirement de politique vis-à-vis de cette Europe des banquiers dont Merkel et Sarkozy sont les représentants patentés : pas plus Papandréou que son gouvernement ou les députés « *socialistes* », bien d'accord là dessus avec leur opposition de droite au parlement, n'avaient

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

l'intention de se soustraire aux ordres des banques, de Sarkozy et de Merkel. Ils n'avaient aucune intention de cesser d'infliger à la population la politique de privatisations, de baisses des salaires, de destructions des services publics et de la protection sociale qu'ils lui imposent depuis deux ans. Honni par la population, de plus en plus isolé, Papandréou cherchait une issue à une crise politique qui le dépasse, exacerbée par la pression de la rue, les manifestations, telles celles qui, vendredi 28, ont répondu à l'annonce du nouveau plan.

Ce referendum, s'il avait eu lieu, aurait bien évidemment donné une occasion de plus à la population de dire son rejet massif des plans d'austérité. Mais cela n'aurait en aucune façon permis de trouver une issue à la crise économique, financière et politique dans laquelle est plongé le pays. La gravité de la crise politique qu'a révélé la soudaine annonce de Papandréou pose la question du pouvoir, d'un gouvernement capable d'en finir avec ces politiques qui, sous couvert de « sauvetage », multiplient les agressions contre les peuples et aggravent la crise. Cette perspective ne peut se concevoir que comme un prolongement des luttes, des mobilisations contre les plans d'austérité, pour l'annulation de la dette.

Un répit de courte durée...

Soulagés par l'issue de l'épisode du referendum grec, Sarkozy et Merkel ne manqueront pas de se dire satisfaits de voir leur « *plan de la dernière chance* » pouvoir enfin être mis en œuvre et montrer toute son efficacité... Un masque de satisfaction qui risque d'être de courte durée...

« *Plan de sauvetage : l'Europe s'offre un répit* » titrait *la Tribune* dès le 28. Le monde de la finance n'est pas dupe du conte de fée que nous servent Sarkozy et Merkel : un accord a été trouvé avec les banques pour alléger la dette grecque au point que la Grèce pourra revenir à l'équilibre budgétaire en 2020, à condition, bien évidemment que soit mis en œuvre un nouveau plan d'austérité ; une solution a été trouvée pour permettre aux banques qui ont consenti à perdre la moitié de ce que leur doit la Grèce de se recapitaliser ; cette recapitalisation, ainsi que celle qui pourrait résulter de l'insolvabilité d'autres pays, comme l'Italie, sera garantie par une augmentation de la « *puissance de feu* » du FESF, qui passera de 446 milliards à 1000 milliards...

Les créanciers de la dette italienne n'y ont, semble-t-il, pas cru, puisque dès jeudi 27, lors d'une émission test d'obligations par l'État italien, les taux ont encore grimpé, entraînant, dès le lendemain, les Bourses européennes à la baisse. Décidément, il n'est pas facile de « *rassurer les marchés* ».

Il est vrai que l'accord de Bruxelles n'est que la poursuite, sous une autre forme, des interventions qui n'ont sauvé les banques de la crise de 2008 que pour mieux préparer la crise actuelle. Une politique qui consiste à combattre les conséquences de la crise de la dette par toujours plus d'endettement...

Les faux semblants du « sauvetage » de la Grèce

Ce plan que les travailleurs et les indignés grecs refusent résolument porte sur 230 milliards « d'aide ». Sur le papier, 130 milliards seront « prêtés » par les États européens (dont 30 pour recapitaliser les banques grecques), et 100 seront pris en charge par les banques créancières sous forme d'une « décote » des emprunts restants. Après la décote de 21 % en juillet, on passe aujourd'hui à 50 % : c'est l'expression de la prise en compte par les dirigeants de l'EU, du FMI, de la BCE et des banques concernées de l'insolvabilité de l'État grec. C'est aussi, même si cela s'avère insuffisant au vu des réactions de la population grecque à l'annonce de ce plan, la prise en compte du fait qu'il y a des limites au pillage auquel on peut soumettre un peuple...

Il faut noter cependant que cette décote ne sera appliquée que par les banques qui le voudront bien : pas question que les banquiers se laissent imposer une politique par les gouvernements... Ceci dit, d'après un des représentants de ces banquiers, 90 % d'entre eux seraient décidés à jouer le jeu, conscients du risque de déclenchement d'un effet domino. Et cela d'autant plus que le « sacrifice » auquel ils se préparent est tout relatif. Le montant de la dette grecque est limité, bien inférieur à celui de la dette italienne. La « décote » de 50 % est répartie sur 8 ans. Et elle ne porte que sur la partie de la dette qui n'a pas déjà été rachetée par la BCE ou le FESF, ce qui la ramènerait en réalité à 35 % de la dette globale.

Les banques acceptent de perdre volontairement bien moins que ce qu'elles perdraient de toute façon en laissant faire. Et surtout le « plan » préserve l'essentiel : le mécanisme de la dette, de la pompe à finance qui a conduit la Grèce à la faillite. La charge de la dette continuera à peser lourd sur la population grecque, à drainer les richesses vers les coffres des banques. L'argent prêté par l'UE pour faire face aux échéances immédiates devra être remboursé, et le fait que la décote soit étalée sur huit ans entraîne que la charge de la dette restant due aux banques ne va diminuer que progressivement... et à condition que les taux d'intérêts n'augmentent pas plus vite que ne se feront sentir les effets de la décote.

Comble du cynisme, les dirigeants européens se félicitaient jeudi 27 que le nouveau plan d'austérité qui était présenté à la population grecque comme contribution à ce ^{nième} « sauvetage » soit moins draconien que celui qui aurait été nécessaire si l'accord n'avait pu être trouvé... Les travailleurs, les indignés grecs, leur ont apporté dès vendredi leur réponse, en poursuivant leur mobilisation pour imposer l'arrêt des reculs sociaux et des privatisations des services publics, pour exiger l'annulation pure et simple de la dette, poussant Papandréou dans l'aventure du referendum.

Recapitalisations : les contribuables en derniers recours

On nous explique comme une évidence que les banques, du fait de la décote qu'elles viennent d'accorder à la Grèce, vont se retrouver avec un trou de 106,5 milliards d'euros et qu'il faut bien qu'elles le combent... Pour cela, le sommet de Bruxelles a pondé un scénario que *le Figaro* résume ainsi : les banques, si elles ont besoin de se recapitaliser, « ... vont chercher de l'argent sur les marchés, en émettant de nouvelles actions. Si les investisseurs ne veulent pas participer, les banques demanderont aux États. Si les États ont les caisses vides, l'Union européenne interviendra via le Fonds européen de stabilité financière ». Tout est dit...

Ou presque, car *le Figaro* oublie une partie de l'accord qui demande aux banques de prendre sur leurs profits, en interrompant le versement de dividendes et de bonus, pour pouvoir prétendre à une intervention des États ou du FESF. Oubli compréhensible, tant on a du mal à imaginer que les banques se laisseront dicter la façon dont elles utilisent leurs profits. Fillon, sortant d'une rencontre mercredi 2 novembre avec les banquiers français, formule ainsi les choses : le gouvernement demande aux banques, pour recapitaliser leurs fonds propres et les ramener à 9 % des emprunts accordés conformément aux accords de Bâle, de... « faire preuve de la plus grande modération dans le versement des dividendes et dans les rémunérations et les bonus ». Il confie le contrôle de cette « modération » à la Banque de France...

Le FESF ou les pompiers pyromanes

Le FESF est confirmé dans son rôle de compagnie d'assurance gérée par les États pour soutenir les banques menacées par les faillites publiques. Sa capacité d'intervention a été portée de 446 à 1000 milliards d'euros face à la menace que fait peser aujourd'hui la dette italienne.

Certains appellent cela « renforcement de la puissance de feu du FESF »... révélation bien involontaire de la véritable nature d'une politique qui, pour éteindre la crise, renforce la « puissance de feu » de la pompe à incendie !

Les États empruntent pour alimenter le fonds, et le fonds lui-même peut émettre des obligations, emprunter auprès d'investisseurs « extérieurs », banques privées, fonds souverains étrangers, Chine... L'assurance garantie de disséminer dans toute la finance internationale les risques liés aux titres toxiques de la dette européenne.

Parmi les « outils » financiers que ces pompiers pyromanes envisagent d'utiliser, « l'effet de levier », par lequel le fonds compte multiplier par quatre la « puissance de feu » des sommes qu'il empruntera. Emprunter à long terme à des taux faibles pour prêter à court terme à des taux plus importants : l'Union européenne et la BCE reprennent à leur compte une des recettes miracles utilisées par les banques pour multiplier les capitaux sans apporter la moindre valeur ajoutée, sans créer la moindre richesse nouvelle. C'est de la cavalerie financière en grand, estampillée au sceau de la respectabilité des États ! L'assurance garantie de gonfler de nouvelles bulles spéculatives, de reporter les problèmes d'aujourd'hui à demain, multipliés par un fort « effet de levier » !

Le G20 à la rescousse de l'Union européenne

Le G20 qui vient de se terminer à Cannes s'est trouvé, de fait, profondément marqué par l'exacerbation de la crise financière et politique européenne, qui était au centre des préoccupations. Il s'était donné, selon une lettre envoyée en début de semaine aux divers participants par Van Rompuy et Barroso, respectivement présidents de l'Union européenne et de la Commission européenne, pour objectif de «... rétablir la confiance au niveau mondial, soutenir une croissance durable et la création d'emploi, et maintenir la stabilité financière ».

Vaste programme, mais que ce G20 était, comme ses précédents, bien incapable de faire avancer.

L'évolution de la crise de la dette européenne, point chaud actuel d'une crise bien plus globale, montre à quel point les « traitements » mis en œuvre ne font qu'enfoncer toujours plus les États et leurs institutions dans un océan de dettes et dans des crises politiques inextricables. Cela alors que se confirme l'entrée de l'économie mondiale dans une nouvelle phase de ralentissement, voire de récession. Un rapport de l'OCDE publié lundi 31 abaisse les prévisions de croissance pour 2012 de la Zone euro à 0,3 % contre 2 % en mai, et celle des États-Unis à 1,8 % contre 3,1 %. Dans une dépêche de l'agence de presse *Reuter*, le même jour, on pouvait lire : « Chine: secteur manufacturier ralenti - L'indice officiel des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier chinois a affiché en octobre son plus faible rythme depuis février 2009, une statistique susceptible d'inquiéter les investisseurs sur la capacité du pays à encaisser le choc d'un ralentissement économique mondial. »

Ce ralentissement va à l'encontre des réductions des déficits publics et ne peut qu'être aggravé par les mesures de rigueur prises par les gouvernements sous prétexte de les réduire. La crise financière s'autoalimente d'autant plus qu'elle agit en retour pour aggraver le ralentissement : « certains pays membres [de l'OCDE] pourraient voir leur PIB reculer de 5 % d'ici au premier semestre 2013, si les conditions financières devaient se dégrader de la même manière que lors de la crise de 2007-2009 » prévient l'OCDE.

L'OCDE analyse, prévient, mais n'a pas plus de solution à proposer que n'en ont les participants au G20 qui viennent de nous repasser le plat de la « gouvernance mondiale », des « échanges commerciaux équilibrés », d'une nouvelle politique monétaire internationale, de la taxation des transactions financières... sans déboucher sur autre chose que des formules sans lendemain.

Le seul volet de leurs travaux qu'ils s'emploieront à tenir vraiment, et de toutes leurs forces, c'est celui de la régression sociale : imposer aux populations du monde entier toujours plus de sacrifices. C'est le sens du soutien appuyé de l'ensemble des dirigeants des plus grandes puissances du monde, Obama en tête, aux efforts déployés par Merkel et Sarkozy pour imposer le diktat des banques au peuple grec, et à travers lui, à l'ensemble des peuples d'Europe.

En revanche, rien ne sera fait contre les véritables fondements de la crise, le mécanisme de la dette elle-même, de l'accaparement par les sommets de la finance des richesses produites par le travail. Rien ne sera fait contre la façon dont les capitalistes jouent au casino des marchés financiers la répartition des profits extorqués aux classes exploitées.

C'est pourtant sur ces marchés, où la concurrence fait d'autant plus rage que les véritables profits s'amenuisent du fait du ralentissement de l'économie et de l'appauvrissement général des masses « consommatrices », que les dettes s'ajoutent aux dettes, que naissent, prolifèrent et se disséminent les « titres toxiques », que gonflent les bulles spéculatives et se préparent les prochains effondrements.

Preuve que ce risque est d'une brûlante actualité, une des plus grandes sociétés de courtage américaines, MF Global, vendant ses services aux spéculateurs sur les marchés des matières premières, s'est déclarée en faillite ce début de semaine. Son directeur -ancien patron de Goldman Sachs et ancien gouverneur du New Jersey- avait ajouté aux activités « normales » de sa société la spéculation sur les titres de dette européenne, en particulier italiens et espagnols. L'accumulation de ces titres toxiques s'est traduite par une perte de 190 millions de dollars, dont l'annonce a provoqué une chute de 70 % de la valeur des actions de l'entreprise en une semaine, la contraignant à la faillite. C'est la huitième plus importante faillite des USA en trente ans du point de vue du capital représenté. Elle laisse 2750 salariés sur le carreau... Autre conséquence, plus directe, de la crise de la dette européenne : BNP Paribas vient d'annoncer des bénéfices en baisse de plus de 70% sur l'année, du fait que les titres de dette grecque qu'elle détient ont perdu 60 % de leur valeur. Pour rétablir ses comptes, elle annonce un plan de suppression de plusieurs centaines d'emplois, initiative immédiatement accueillie par une remontée de la valeur de son action...

Érosion chronique des capitalisations boursières, faillites de Dexia, de MF Global... alors que la purge de la bulle spéculative de la dette publique se développe, l'OCDE appelait « *les dirigeants des 20 plus grandes puissances mondiales à prendre des mesures audacieuses pour calmer les turbulences des marchés et montrer qu'ils peuvent mettre en œuvre des réformes structurelles face à la crise de la dette* »...

Mais elle n'imaginait rien d'autre, pour le G20, que de s'inscrire dans le prolongement du sommet de Bruxelles, car, écrit-elle : « *Une première avancée importante a déjà été entreprise avec le plan de sauvetage de la crise bancaire et de la dette annoncé par les dirigeants de l'UE le 26 octobre 2011 mais ces mesures doivent être mises en place rapidement et vigoureusement* »...

Contre la « vigueur » des mesures antisociales des gouvernements, l'urgence de la riposte du monde du travail et des peuples

En France, Sarkozy et son gouvernement n'ont pas attendu les encouragements de l'OCDE pour nous donner un avant gout de la prochaine facture. Ils nous expliquent, comme on pouvait s'y attendre, que ce nouveau tour-de-vis « *est rendu nécessaire par une perspective de croissance économique en 2012 plombée par la crise de la zone euro et revue drastiquement à la baisse...* ». Pour ce faire, « *cinq mesures phares* » qui devraient rapporter de 6 à 8 milliards seraient « *à l'étude* » et seront détaillées au lendemain du G20 : instauration d'un taux intermédiaire de TVA pour certains produits et services, hausse de l'impôt sur les plus grandes sociétés, « *stabilisation* » des dépenses des collectivités locales, frein des dépenses de la sécurité sociale, réduction du train de vie de l'État...

A défaut de trouver la moindre issue à leur propre crise, les dirigeants des grandes puissances poursuivent leur offensive contre le monde du travail, leur politique contre les peuples. Ce faisant, ils creusent le fossé qui les sépare des classes populaires, attisent la révolte du monde du travail, des peuples, contre des politiques de plus en plus injustes, de plus en plus insupportables. Ils alimentent, nourrissent, une crise politique qui échappe tout autant à leur contrôle que leur échappe la crise économique et financière.

Commentant la panique politique déclenchée par l'annonce de Papandréou, Hollande et Aubry y voyaient un « *défait de gouvernance* » de l'Union européenne... Comme si la crise politique qui s'étend était due à un manque de compétence des dirigeants politiques !

La Tribune de ce vendredi titre bien plus justement : « *zone euro : la tourmente de la dette tourne à la tempête politique* » et rappelle à quel point, à des degrés divers, c'est l'ensemble des partis au pouvoir en Europe qui payent, en perdant les uns après les autres les élections. Mais, conclut l'article, cela « *ne signifie pas que, l'alternance venue, les nouveaux détenteurs du pouvoir changeront de cap : en Irlande comme au Portugal, c'est plutôt la continuité qui a prévalu. Comme si la rhétorique de la conquête du pouvoir s'estompait toujours, au moment de l'exercice du pouvoir, devant le principe de réalité.* » Ce « *principe de réalité* », c'est la soumission de tous ces partis aux lois du marché, de la concurrence, aux intérêts des classes dominantes.

Et c'est bien pourquoi la seule véritable réponse à ces crises ne peut venir que de la révolte du monde du travail. Les travailleurs et les indignés grecs, en répondant massivement dans la rue dès vendredi aux provocations des dirigeants européens ont précipité le gouvernement Papandréou dans la crise, semé la panique dans les sommets des pouvoirs.

Ce faisant, ils ont mis au premier plan la question du pouvoir. Pour répondre à cette question, le peuple grec ne peut compter que sur lui-même, ses mobilisations. C'est la seule solution pour mettre en place un gouvernement capable de rompre avec la politique des dirigeants politiques et financiers de l'Europe des banquiers et de mettre en œuvre les mesures d'urgence qui s'imposent pour mettre fin aux reculs sociaux dont est victime la population. La première de ces mesures est l'annulation de la dette. Elle doit s'accompagner de la nationalisation des banques, sans indemnités ni rachat, pour constituer un pôle public bancaire placé sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Contre le chantage de Merkel et Sarkozy, représentants directs de l'Europe des banques, le peuple grec peut d'autant plus compter sur le soutien internationaliste de tous les travailleurs d'Europe que leur combat est le même, contre le même ennemi de classe, et que leur avenir commun est dans une Europe des travailleurs et des peuples.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)